



REVOLUTIONNAIRE

ORGANE DE DEFENSE DES TRAVAILLEURS

PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE (SECTION FRANÇAISE DE LA 4^e INTERNATIONALE)

REDACTION, ADMINISTRATION : 46, rue de l'Arbre-Sec, Paris (1er) - Tél. : CEN. 68-96

C.P.P. Sté de Presse, d'Édition et de Librairie, 603201 Paris ABONNEMENTS : 1 AN : 400 FR. - 6 MOIS : 200 FR.

NON ! RIEN N'EST ENCORE TERMINÉ

Laniel sera chassé

LES TRAVAILLEURS PEUVENT IMPOSER LEUR GOUVERNEMENT

« Ce chiffre, plus de quatre millions de grévistes, comme la sensation de force ressentie dans chaque secteur en grève ne donnent pas encore une idée totale de la puissance de ce qui s'appelle déjà simplement « Aout 53 ». Pourtant les « journaliers qui aiment les ouvriers » (voir « Combat ») reprennent gravement

les arguments du premier jour de la grève : « Le mois n'était pas favorable, il n'y a pas eu assez de grévistes, le manque d'argent n'a pas permis de tenir assez longtemps. » Mais quand on rassemble les récits et comptes rendus qui viennent de tous les coins du pays, qu'on les compare aux plus vœstes et aux plus

efficaces mouvements de classe que nous avons connus, et en particulier à juin 36, il faut être un feffé hypocrite pour chercher à endormir les travailleurs en leur chantant qu'ils n'étaient pas assez et qu'ils ne se sont pas battus assez longtemps.

Benoît Frachon, lui, a une autre explication : le Gouvernement a la peau dure. Vraiment ? La bourgeoisie aurait plus de ressources et plus de ressort qu'en 1936 ? Pourquoi, alors, représenter dans « L'Humanité » Laniel, aux pieds de ficelle, appuyé sur les béquilles de F. O. et de la C.F.T.C. ? En réalité, le gouvernement bourgeois n'a pas la peau dure. Tout au contraire, jamais la crise de la bourgeoisie française n'a été aussi profonde, dépourvue de toute perspective ; jamais, elle n'a laissé dans une telle angoisse ses misérables représentants.

Le bloc gouvernemental que présidait Laniel ne s'est pas formé sur

un programme, mais sur une mission désespérée et cynique confiée par toute la bourgeoisie : assurer et fortifier la majorité réactionnaire des apparentés contre son renversement par la majorité réelle du pays, celle des classes laborieuses ; profiter de l'inattention des vacances pour grignoter toujours plus la situation et les acquis ouvriers ; créer peu à peu les conditions de l'Etat fort d'un quelconque maréchal Juin. Le gouvernement Laniel est la direction du front unique bourgeois anti-ouvrier, incapable de rien faire d'autre que d'opposer de fragiles barrières à la grande colère qu'ils sentent dans les masses travaillées.

Devant le raz-de-marée que soulèvent les décrets-lois, le gouvernement Laniel n'était rien, lui qui n'existait que pour et par les décrets-lois. Vouloir le retrait des décrets-lois. M. LEQUENNE.

(Suite page 2.)

APRES AOUT 1953

A MON CAMARADE DU P.C.F.

LES grandes journées d'aout 53 sont derrière nous. La première vague révolutionnaire qui a dressé sur ses pieds tous les chiens ouvriers français a cessé de déferler.

M. Laniel reste là, avec son compère Reynaud. La guerre d'Indochine, les crimes colonialistes en Afrique du Nord, le budget de la guerre, le Pacte atlantique, tout cela subsiste.

Conséquence inévitable : la deuxième vague révolutionnaire est plus lente et plus puissante, enrichie des enseignements et des déceptions d'aout 53. Ta volonté, parce que tu es un communiste, c'est d'être à ton poste d'avant-garde dans les prochains combats ; tu ne veux pas te retrouver sans boussole, sans

directives, comme cela t'est arrivé au mois d'aout. Qu'est-il donc arrivé ? Nous étions une force immense, unie, enthousiaste et nous avons laissé échapper la victoire.

UNE SITUATION REVOLUTIONNAIRE

Quatre millions de grévistes, ce n'était pas un assez grand nombre ? Baliverne ! Jamais l'histoire de France n'a enregistré un mouvement aussi sans, deux fois plus nombreux que Juin 1936 ! Jamais, surtout, les organes vitaux du pays n'avaient été si totalement paralysés. Les classes moyennes et les masses des travailleurs en lutte : les postes, les chemins de fer, les transports, les services publics, les mines et quand les métallurgistes sont rentrés de congé, ils ont voulu se lancer immédiatement dans la lutte.

Alors, les classes moyennes étaient-elles pour Laniel, contre les grévistes ? Non ! Les classes moyennes étaient CONTRE LANIEL, POUR LES GREVISTES. Elles ont voulu l'aspirer d'un changement radical. Leurs vœux de sympathie étaient autant d'incompréhensibles encouragements aux travailleurs en lutte.

Est-ce donc les grévistes qui ne voulaient pas que ça change, qui voulaient conserver Laniel, Reynaud et leurs décrets-lois ?

Le prétendre serait une stupide calomnie contre une classe ouvrière qui a consenti d'immenses sacrifices pour vaincre, qui a poussé dans le dos des directions timorées et hésitantes à déclencher la grève ACTIVE, qui édificait partout ses organes DIRECTS de direction unique, qui attendait et exigeait des manifestations de confiance et de solidarité. Les décrets-lois étaient 10.000 ; à Creil ils étaient 5.000 derrière le drapeau rouge ; à Nantes ils étaient 40.000, etc., etc. Mais à Paris, distu, pas un seul défilé, par un seul meeting, en dehors des meetings corporatifs de grévistes ; aucune manifestation de masses devant la présidence du conseil. Les ouvriers parisiens étaient à la traîne ? Non ! Dans toutes les assemblées de grévistes, tous les jours, la question était posée par des travailleurs du rang : il faut sortir de l'immobilisme, il faut montrer de l'initiative, il faut manifester de rue, par un meeting monstre de toutes les corporations ! Les Fédérations ont refusé, au nom de la discipline, la source oreille à la volonté révolutionnaire des millions de travailleurs qui criaient : « LANIEL, DEMISSION ! » ; traduisaient les slogans : « LANIEL, DISCUSSION ! », traduisaient les slogans : « A L'ACTION ! », criaient à Linet les ouvriers de chez Renault ; et Organisez des tournées de belle nuit, leur répondait Linet, membre du Comité Central du P.C.F.

Le dialogue de sourds entre les masses et leur direction devait aboutir individuellement à l'immense. Les grévistes de chez Renault, ne voyant pas l'efficacité de la belle nuit, ont dit : « Laniet et ses décrets-lois, représentent le travail, mais

Mais vouloir chasser Laniel, n'était-ce pas briser l'unité ? Non ! Mille fois non ! L'immobilisme n'a pas renforcé l'unité, mais, au contraire a FACILITE l'unité, en créant des liens fédéraux de F.O. et de la C.F.T.C. Personne ne se faisait d'illusion sur le compte de ces gens-là. Pour rendre vaines leurs manœuvres, il fallait non pas s'allier sur leur immobilisme de trahison, mais au contraire aller à l'avant, exprimer en actes la volonté d'action de l'immense majorité des militants de F.O. et de la C.F.T.C. et par ce moyen CONVAINCRE ou SUBMERGER les dirigeants.

FAYVE-BLEBTREU. (Suite page 2.)

AU MAROC

L'ORDRE BOURGEOIS EST ASSURE



LE GLAOUÏ : MON GENERAL, J'AI TROUVE UN SULTAN AU POIL.

POUR DES ETATS-GENEREAUX DE LA CLASSE OUVRIERE

DISCOURS DE STEPHANE JUST, DEVANT LES GREVISTES DE LA R.A.T.P. DU 15^e

Un vent pessimiste souffle ce matin. Pour ma part, je ne partage pas ce pessimisme. Je ne sais pas si nous devons rembrayer sans avoir obtenu satisfaction, nous examinerons la situation tous ensemble, ce soir, à la Grande-aux-Belles, et là nous prendrons une décision collective. Mais, de toutes façons, nous ne sommes pas battus. Un échec n'est pas un défaut. Il peut au contraire préparer la victoire si on sait en tirer les leçons. La formidable ampleur du mouvement, l'énorme enthousiasme du début ont laissé des traces profondes et indé-

lébiles dans la conscience ouvrière. Il y a beaucoup de choses qui sont changées, acquises par la classe ouvrière.

Dès le départ, nous sentions bien que l'enjeu de la lutte n'était pas seulement telle ou telle revendication. Ou plutôt que la lutte pour nos revendications et l'abrogation des décrets-lois s'identifiait à la lutte pour le renversement du gouvernement Laniel.

Le rôle de ce gouvernement est précisément de porter coup à coup à la classe ouvrière, d'essayer de l'écraser. La bourgeoisie française est prise à la gorge. Au Viet-Nam, elle fait la guerre et subit défaite sur défaite, de la part du peuple vietnamien, qui lutte pour son indépendance ; en Afrique du Nord, les peuples nous le joug de l'impérialisme français se lèvent pour lutter pour leur indépendance. Le gouvernement ne peut plus maintenir l'impérialisme français que par des coups de force du genre de celui qui vient d'être réalisé au Maroc. De plus, l'impérialisme prépare une troisième guerre mondiale. Tout cela ne peut se faire que si les capitalistes et leur gouvernement de militaires restent les maîtres. En se levant contre les décrets, pour ses revendications, c'est tout cela que la classe ouvrière remettrait en question. Dès lors, il s'agissait bien de savoir qui serait le maître dans la maison, les bourgeois ou les travailleurs.

Tout cela, nous le sentions plus ou moins clairement, mais nous n'avions pas tiré les conséquences pratiques, nous n'avons pas dit clairement qu'il fallait renverser Laniel.

LA PUISSANCE DU MOUVEMENT ET LES ARMES DE LANIEL

Jamais mouvement ne fut plus puissant. Même en 1936, on n'avait pas vu près de cinq millions de grévistes. La grève générale, en quelques

G. VAN BEVER. (Suite page 4.)

LA PROCHAINE FOIS on les aura !

Les grévistes sont rentrés à leur travail, en bon ordre, la tête haute, et avec le sentiment qu'il leur faut être prêts pour les prochaines et inévitables batailles. La bourgeoisie, de son côté, ne se fait aucune illusion. Elle se prépare, et la commission présidée par le sous-ministre July s'efforce de mettre un système de protection de l'ordre bourgeois. Mais une question monte aux lèvres de tous les travailleurs : « Nous aurions pu vaincre. Pourquoi ce gouvernement débile et mortellement atteint a-t-il pu résister ? »

La trahison de F.O. et de la C.F.T.C. n'explique pas tout. Cette trahison n'a joué que dans des limites assez faibles. La masse des grévistes de toutes tendances est restée soudée dans la lutte, après comme avant le 21 aout.

La réponse à la question des grévistes doit être recherchée ailleurs.

Les dirigeants de F.O. et de la C.F.T.C. tendent à la perche scabreuse au Gouvernement Laniel parce qu'ils avaient peur des objectifs révolutionnaires impliqués dans la grève générale.

Il est de notoriété publique que Bouladoux, président de la C.F.T.C. s'est rendu aux arguments de F.-H. Teitgen, qui l'aurait de donner l'ordre de reprise, pour ne pas être le jouet des communistes ou du maréchal Juin, que la part de ce monsieur, le N.R.P., a investi de pouvoirs exorbitants.

Dans un sens Teitgen n'avait pas tort. La grève générale portait en son sein la lutte révolutionnaire contre l'Etat bourgeois (seul capable d'écraser dans l'ouf toutes les tentatives d'instauration d'une dictature militaire).

Mais les dirigeants du P.C.F. voulaient-ils fixer au mouvement des objectifs révolutionnaires ? En aucun cas. Frischman, secrétaire de la Fédération Française C.G.T., membre du C.C. du P.C.F., formulait ainsi les objectifs que son Parti assignait à la grève générale. Dans une réunion du comité de coordination de la Région Parisienne des P.T.T., qui regroupait tous les syndicats en lutte, le 21 aout, Frischman déclarait en substance :

« On accuse les communistes de vouloir la chute du Gouvernement Laniel. Ce n'est pas notre objectif. Regardez la situation : la bourgeoisie est en complète liquéfaction, elle tombera comme un fruit mûr. De même, en 1944, on accusait les communistes de vouloir la révolution ; ce n'était pas notre objectif. »

C'est clair, net, précis. En ne fixant pas l'objectif du renversement de Laniel (C.G.T. et P.C.F.) et en voulant ouvertement des succès (F.O., C.F.T.C., P.S.), les dirigeants des grandes organisations ouvrières ont sapé les possibilités de la victoire. Il était, et l'expérience l'a démontré, impossible d'arracher l'abrogation complète des décrets-lois (sans parler des 200 millions de primes aux postiers) et la revivification générale des salaires, traitements et retraites, sans engager le combat ouvert contre le Gouvernement. Quatre millions de grévistes engagés dans la grève générale l'ont compris. Nul doute que ce sera le but des prochaines batailles.

P. LAMBERT.

POURQUOI RENAULT n'a pas rejoint la grève générale

DES que l'ordre de grève fut lancé, sous la pression des travailleurs de l'A.O.C., toutes dispositions furent prises par les organisations syndicales pour que la grève n'ait pas un caractère explosif, pour que : « les travailleurs réfléchissent et se renouvellent eux-mêmes de la naissance de cette grève, sans pression d'aucune sorte » comme le déclarait Scudat, secrétaire de la C.F.T.C., au meeting du lendemain.

Et cela, alors que quatre millions de grévistes étaient en lutte et que les métallos expliquaient : « Préfions-en, il ne faut surtout pas laisser échapper cette occasion de rejoindre nos camarades » et, se tournant vers les organisations syndicales, demandant : « Que faudra-t-il faire pour rendre notre grève active ? »

Le secr. au Conseil Syndical C.G.T., Linet, secrétaire de la C.G.T. Renault, déclarait, à la stupefaction de tous,

« qu'il fallait prendre toutes dispositions pour bien organiser notre grève et, pour occuper les travailleurs, organiser des concours de belote ».

Voilà ce que répondait Linet aux travailleurs qui attendaient des mots d'ordre précis.

Quelles étaient ces directives attendues par tous ?

— que soit constitué un COMITE CENTRAL DE GREVE formé par toutes les organisations syndicales ;

— que ce C.C. de grève prenne l'initiative d'appeler toutes les corporations en lutte à un GRAND MEETING CENTRAL ;

— que des contacts soient établis avec les autres entreprises de la métallurgie en grève pour unifier les mots d'ordre et l'action de toute la métallurgie ;

— que soit constitué un COMITE G. VAN BEVER.

(Suite page 4.)

Les C. R. S. tuent à Chaumont

Après Montbéliard, après Le Havre, après Charleville, il y a eu le 14 Juillet et son massacre parisien délibéré, vena, calculé, peut-être aurait-on souhaité moins de morts, surtout moins de bruit autour des cercuils : Le but qu'on cherche n'a pas été atteint : interdire le M.T.L.D. ses organisations, ses défilés, son action... a saisi deux fois de plus l'Algérie Libre, parce qu'elle donnait trop de détails sur les manifestations de solidarité en France... sur l'extraordinaire levée en masse du peuple algérien pour l'hommage aux victimes. Et ça continue. Chaumont, maintenant. Un Algérien gréviste est assassiné par les CRS, et meurt sous les coups. Des dizaines d'autres sont blessés. Que les travailleurs français inscrivent le nom de MESSAÛD DAFI sur la liste de ceux qui sont morts pour le combat du prolétariat, comme le peuple algérien lui rend hommage ; car il est mort aussi pour la liberté de son pays.

Maroc: NOUVELLE IMPASSE

DANS la série d'articles que nous avons consacrés en mai et juin derniers aux problèmes de l'Algérie et du Nord (1) nous avons tenté de définir la position des différents partis nationalistes dans la lutte anticoloniale. Les déclarations de nos amis nous ont apparemment son espoir principal dans la négociation de nouveaux accords devant mener fin au traité de protectorat. Ceci par une pression de l'intérieur et de l'extérieur ; par l'action au Maroc même et par l'action à l'O.N.U. de ses délégués appuyés par le groupe arabo-asiatique et, espérons-le, les Etats-Unis. L'appui américain a flanché le premier de ce fait, l'action à l'O.N.U. s'est trouvée paralysée. La répression a décapité le parti et la pression inférieure a déçu. Le gang colonialiste a pu faire son mauvais coup, c'est un échec pour l'Etatiqui. C'est une victoire pour l'impérialisme.

En ne peut pas dire ce qui serait demain les formes de lutte nouvelles du nationalisme marocain. Les exemples proches de la Tunisie et de l'Algérie seront pour lui riches d'enseignements. Malgré les souffrances nouvelles qui lui sont et lui seront infligées, le peuple marocain saura lui aussi bloquer obstinément toutes les issues de l'impérialisme et trouver le chemin de l'union avec ses peuples frères.

J. GRAVES. (1) Voir « La Vérité », n° 312 à 317.

MALENKOV VOTE ALEMANN

LE 17 juin 1953, les masses prolétariennes de Berlin, muettes depuis vingt ans, manifestaient pour une solution ouvrière du problème allemand.

A la panique qui trappa les dirigeants de l'Allemagne Orientale succéda la terreur policière tournée contre la classe ouvrière. Entre le 18 juin et le 8 août, où Malenkov défini la nouvelle position du Kremlin vis-à-vis de l'unité allemande, une série de mesures transitoires ont préparé le retour à la politique stalinienne, interrompue par les quatre ans du cours Béria.

Quelques jours après les émeutes, le ministre de la Justice, l'ancien social-démocrate Fechner, coupable d'avoir admis que le droit de grève est inscrit dans la Constitution de la République Démocratique d'Allemagne, est renoué par Hilde Benjamin, un bureaucrate implacable.

Du Bureau politique jusqu'à la base, le parti est épuisé pour cause de « faiblesses », c'est-à-dire de complaisance active ou passive avec les manifestants.

qu'allemand, ébranlé par l'arrestation de Béria et les émeutes de juin, Malenkov revient à la politique allemande de Staline.

Le Kremlin revient à la politique du bastion militaire : bastion est contre bastion ouest, qui fit la fortune d'Adenauer et permit aux U.S.A. de poser les bases de l'Armée européenne.

Pourquoi cette politique si favorable à Eisenhower peut-elle être celle de Malenkov après avoir été celle de Staline ? Tout simplement parce que la bureaucratie craint plus que tout l'action révolutionnaire des prolétaires allemands, qui seuls cette action pourrait faire lâcher prise à l'impérialisme U.S. et imposer l'unification. Par peur du prolétariat, le Kremlin recule sur sa position de maintien de la division allemande au grand profit de l'impérialisme et d'Adenauer.

La position réactionnaire de Malenkov, exigeant que l'unification et les élections soient précédées d'un traité de paix sur le modèle des accords de Potsdam, permet aux Occidentaux de maintenir la division du pays, tout en rejetant la responsabilité sur l'U.R.S.S. et de se faire les champions d'élections libres, qui ont été un traité de paix avec l'Allemagne unifiée.

Le cours Béria avait tenté de sortir de l'impasse en faisant des concessions aux masses et à leur exigence d'unité nationale. Il rompit avec la politique stalinienne de l'Allemagne, acceptant le principe d'élections libres avant le traité de paix, levant les restrictions à la circulation Est-Ouest et à l'égalisation et la militarisation du Parti. Malgré les atteintes que devaient subir les transformations économiques apportées par la bureaucratie, cette politique de recul apparent était en fait grosse de menaces pour les positions impérialistes.

Elle déniait l'avantage tactique des occidentaux, qui reposait uniquement sur le caractère odieux et réactionnaire de la position stalinienne.

Elle mettait Adenauer au pied du mur en l'obligeant, soit à se démasquer comme partisan de la division et valet de l'impérialisme yankee, soit à accepter les propositions soviétiques d'unification.

Elle atténuait les conséquences de la politique criminelle de Staline, qui avait soutenu la thèse de la responsabilité collective allemande destinée à justifier pillages, démontages d'usines, déportations, et qui à retourné contre l'U.R.S.S. les ouvriers qui lui étaient fidèles.

L'effet essentiel de la politique Béria était de réaliser l'unanimité des masses allemandes et de leur faire entrevoir la possibilité d'imposer leur volonté à l'Allemagne.

En un temps extrêmement bref, la situation risquait de se tourner nettement à l'avantage de l'U.R.S.S. Le Parti socialiste de la zone occidentale poussé par les masses, prit des positions d'attaque contre Adenauer, dont il escomptait recueillir la succession dans les élections générales.

La situation d'Adenauer était gravement compromise. A la suite des événements de Berlin, les masses allemandes qui courraient en commun les impérialistes et la bureaucratie du Kremlin refirent le front uni de Potsdam. La bureaucratie recula sur ses positions, craignant que le cours Béria comportait pour ses privilèges. Malenkov fit alliance avec les marchés soviétiques. La répression s'abattit sur l'Allemagne et sur l'U.R.S.S.

La bureaucratie revient au cours Staline, en particulier dans la politique allemande. Le discours de Malenkov à l'Assemblée de Béria, le retour à la politique allemande de Staline et les offres d'alliance antiallemande à la France.

Mais, en renouant aux avantages politiques de l'unification allemande, la bureaucratie laisse les mains libres à Eisenhower pour préparer la guerre contre l'U.R.S.S. Plus que jamais, par peur de la révolution, la bureaucratie sabote la défense de l'U.R.S.S.

L'exposé Malenkov n'oublie pas les offres à la France d'une politique antiallemande de reconnaissance de la France, de Front National Uni avec la bourgeoisie française dominant toute la politique de la bureaucratie, avant la guerre de Béria, le retour à la politique allemande de Staline et les offres d'alliance antiallemande à la France.

Le retour au cours Staline est complet. La note soviétique sur l'Allemagne constitue la division.

Se retrouvant sur leur terrain familier, les U.S.A. peuvent masquer leurs responsabilités dans le maintien criminel de l'Allemagne divisée. Adenauer est sorti d'embaras. Malenkov vient de voter pour lui. Les électeurs allemands le suivront-ils ?

LONDON.

Le gérant : Fontanel.

Imprimerie S.P.L. 4, rue Saulnier. Paris

Congrès du M.T.L.D.

Le M.T.L.D. a tenu récemment à Alger son II Congrès. Après trois jours de débats politiques, il a adopté notamment une adresse à Messali Hadj, au peuple algérien, à la Ligue arabe. Il a également publié un message au peuple tunisien et au peuple marocain appelant à renforcer l'union des peuples du Maghreb pour rendre plus efficace la lutte antimpérialiste.

C'est par l'union des Nord-Africains plus que jamais exigée par les circonstances historiques que nous traversons, que la victoire finale sera rapprochée et que Tunisiens, Algériens et Marocains jouiront d'une vie libre, digne et heureuse.

La Police au travail

(Suite de la page 4.) Ce qui se dégage de ces événements, c'est le fait que la répression recule pendant la montée du mouvement mais qu'elle frappe au moment de régression.

Frapper des travailleurs que l'on croit fatigués, voilà la force bourgeoise. Mais tu l'as dit toi-même, jeune camarade postier, « ça nous a fait comprendre beaucoup de choses ».

Car tu sais : — que tu ne peux vaincre la prochaine fois ; — que tu as été trahi ; — que la répression frappe quand ton mouvement recule.

Tu sais aussi qu'il faudra, lors des prochaines luttes, engager la bataille politique pour le pouvoir et la mener jusqu'au bout, jusqu'à la constitution d'un gouvernement à nous.

Dans cette voie, les forces de répression de la bourgeoisie ne seront pas un obstacle, nous avons pu nous en convaincre.

LAPERSONNE.

Indochine

La grève générale n'a guère eu qu'une utilité pour le gouvernement : elle lui a permis de faire évacuer Nam dans l'inattention.

Si l'évacuation de Saïgon n'est pas une grave défaite pour l'impérialisme français, qui avait déjà perdu le pays Thaï, c'est un nouvel aveu d'impuissance à mener cette sale guerre, un recul qui compromet définitivement le maintien dans le delta tonkinois.

Au même moment, le gouvernement, qui sait depuis longtemps qu'il ne peut plus augmenter son corps expéditionnaire, ni même compenser ses pertes, voit s'effondrer le mythe qu'il entretenait, désespérément, celui de la « relève » par une armée « nationale vietnamienne ».

C'est pour cela que l'arrêt immédiat des hostilités et le retrait du corps expéditionnaire doivent figurer parmi les premières revendications des cours de la prochaine vague de lutte. N'est-ce pas d'ailleurs en arrêtant la sale guerre qu'on commencera à régler les problèmes insolubles du budget français.

La Chine populaire a 4 ans

Il y a quatre ans, le 29 septembre 1949, après la déroute complète des bandes de Tchang-Kai-Tchék, était fondée la République Populaire Chinoise.

La plupart des actions capitalistes eurent beau ne pas reconnaître le fait accompli, l'impérialisme américain eut beau soutenir Tchang et sa clique, à Formose, l'avènement de la « Chine nouvelle » ébranla le paysan dans toute l'histoire de la guerre civile depuis 1947 fut posé et résolu par les communistes, par un programme qui donnait la terre aux paysans pauvres et mettait en place les organes du pouvoir des comités.

Ainsi, cette politique s'opposait d'une manière frappante à celle de collaboration de classe imposée aux autres partis communistes par le Kremlin.

Dès le début, le développement du mouvement révolutionnaire chinois avait levé le tulle de Staline : Le problème du pouvoir ouvrier et paysan dans toute l'histoire de la guerre civile depuis 1947 fut posé et résolu par les communistes, par un programme qui donnait la terre aux paysans pauvres et mettait en place les organes du pouvoir des comités.

Mais, délibérément, Staline laissa les Sino-Coréens s'embourber dans une guerre d'usure, « guépière » à la fois pour l'impérialisme incapable de s'engager dans une guerre totale, et pour la Chine à qui incomba l'énorme tâche d'armer, d'équiper, de ravitailler, plus d'un million de combattants, et de soulager une population durement éprouvée par la guerre.

C'est alors que des contacts officiels furent établis entre la Chine et les Indes, qui devaient aboutir aux propositions formulées par Nehru le 20 novembre dernier, propositions en fait peu différentes de l'accord conclu récemment à Pan-Mun-Jon.

Mais en vain... Staline, par voie de Vichinsky à l'O.N.U., repoussa les propositions de l'Inde.

Staline mort, la politique de « détente » dans laquelle le rôle déterminant de Béria est connu, fut inaugurée par les propositions de paix de Pékin, qui viennent d'aboutir à l'armistice en Corée après plus de trois mois de discussions.

Ainsi le fait crucial (confirmé par l'épuration en Corée du nord, de hauts dirigeants et fonctionnaires pro-soviétiques) est que la politique de Béria, malgré la liquidation de celui-ci, manifeste toujours ses effets en Chine.

La révolution chinoise affirme de plus en plus nettement son autonomie politique à l'égard de Kremlin. Plus elle va de l'avant, plus elle établit son rôle dirigeant dans la révolution asiatique, plus elle devient incontrôlable par les bureaucraties impérialistes de Moscou, plus elle incite les citoyens soviétiques à regarder d'un œil critique les privilèges, l'insolence et la dictature des bureaucraties.

J. B.

role et l'ouvrier

ntes de Léon Trotsky sont extraites de la France ? Elles furent écrites en mirrissant les journées de Juin

articlese qu'il rédigea alors, montra générale dans le développement de la ns la situation présente, différente en e celle de 1935, la démonstration de possible, un caractère d'actualité plus

ON TROTSKY

igne que quelques semaines, et même quelques ctobre, des bolchéviks marquants comme Zinoviev, s comme Losovsky, Manouïlsky, etc., inutile de masses étaient fatiguées et ne voulaient pas se ex, Kaménev et Rykov, comme révolutionnaires, us des Cachin, Thorez et Monmousseau. prolétariat français ne veut ou n'est pas capable nnaire, celui-là lance une calomnie, en reportant pre lâcheté sur les masses laborieuses. JUSQU'A

MAINTENANT, IL N'Y A EU AUCUN CAS, NI A PARIS NI EN PROVINCE, OU LES MASSES SOIENT RESTÉES SOURDES A L'APPEL D'EN HAUT.

LE PROGRAMME DE LA GREVE GENERALE

L'importance fondamentale de la grève générale, indépendamment des succès partiels qu'elle peut donner, mais aussi ne pas donner, est dans le fait qu'elle pose d'une façon révolutionnaire la question du pouvoir. Arrêtent les usines, les transports, en général tous les moyens de liaison, les stations électriques, etc., le prolétariat paralyse, par cela même, non seulement la production, mais aussi le gouvernement. Le pouvoir étatique reste suspendu en l'air. Il doit, soit dompter le prolétariat par la faim et par la force, en le contraignant à remettre de nouveau en mouvement la machine de l'Etat bourgeois, soit céder la place devant le prolétariat.

Quels que soient les mots d'ordre et le motif pour lesquels la grève générale ait surgi, si elle embrasse les véritables masses et si ces masses sont bien décidées à lutter, la grève générale pose inévitablement, devant toutes les classes de la nation, la question : QUI VA ETRE LE MAITRE DE LA MAISON ?

Les chefs du prolétariat doivent comprendre cette logique interne de la grève générale, sinon ce ne sont pas des chefs, mais des dilétantes et des aventuriers. Politiquement, cela signifie : les chefs sont tenus dès maintenant de poser devant le prolétariat le problème de la conquête révolutionnaire du pouvoir. Sinon, ils ne doivent pas se hasarder à parler de grève générale. Mais, en renouant à la grève générale, ils renouent par cela même à toute lutte révolutionnaire, c'est-à-dire qu'ils livrent le prolétariat au fascisme.

OU LA CAPITULATION COMPLETE OU LA LUTTE REVOLUTIONNAIRE POUR LE POUVOIR : telle est l'alternative, qui découle de toutes les conditions de la crise actuelle. Celui qui n'a pas compris cette alternative n'a rien à faire dans le camp du prolétariat.

(Mars 1935.)

